

Action PUMA à Tours

Nous étions 8 militants présents dans une rue piétonne de Tours, qui a vu passer beaucoup de monde ce 26 octobre avec le beau temps.

500 tracts distribués en 1h30, bon accueil, avec bien entendu 2-3 discussions plus tendues avec des énervés ...

Nous avons préféré dérouler notre action dans une rue passante de l'agglomération de Tours plutôt que devant Décathlon implanté en périphérie et qui effectivement commercialise assez peu PUMA.

A part un club de foot « enfants » qui a contracté récemment avec PUMA, aucun club sportif local ne semble être en relation avec PUMA (nous avons écrit à tous les clubs de l'agglomération ce dernier printemps).

ACTION CONTRE PUMA à NÎMES LE 26 OCTOBRE

Ce samedi 26 novembre 2019, nous avons mené à Nîmes une action contre PUMA pour répondre à l'appel de PACBI.

Nous avons ciblé Decathlon situé dans une zone commerciale. Il faisait beau, ça nous a aidé. 300 tracts distribués, 99 cartes postales signées à envoyer au Directeur général de PUMA France, mais surtout des échanges avec le public important, en famille, et très sensible à notre présence et à nos arguments.

Après une première rencontre avec un agent de sécurité de la zone commerciale, plutôt solidaire sans pouvoir l'exprimer dans le cadre de son travail, deux d'entre nous ont rencontré le responsable de la clientèle de Decathlon (le directeur était absent) qui a été à l'écoute, tout en minimisant la responsabilité de son magasin qui, selon lui, « n'a pas plus

de 4 articles PUMA dans les rayons, alors que Inter Sport en est rempli » ... Il a précisé qu'il était très attentif aux polémiques sur les réseaux sociaux pour éviter de « salir l'image de l'enseigne Decathlon ». Sur notre invitation, il a promis de faire remonter à la direction générale de Decathlon.

Un courrier lui a été remis qui faisait rappel de celui que nous avons envoyé en juin, avec des PJ : courrier des clubs sportifs palestiniens à PUMA, avec la liste des 200 clubs, la synthèse d'Amnesty International, la position éthique de PUMA ... et 2 cartes postales, celle pour adresser à PUMA et l'autre des 4 cartes de l'évolution de l'appropriation des terres palestiniennes depuis 47 par Israël.

Bien sûr nous poursuivons la campagne et nous nous inscrivons pour la prochaine journée d'action.

Même si nous n'étions pas nombreux en terme de militantEs présentEs, l'action était portée par l'AFPS Nîmes, le Comité BDSF 30 et l'UJFP.

Action #BoycottPuma à Paris le 26 octobre 2019

Nous étions près d'une vingtaine de militant-e-s BDS France Paris, AFPS Paris Sud et Paris 14/6 à intervenir le 26 octobre 2019 au PUMA Store de Paris, dans le cadre de la journée internationale #BoycottPUMA, avec des mobilisations prévues dans plus de 20 pays.

Quelques photos en pièce jointe et sur cet album:

<https://photos.app.goo.gl/3p8LrHWWLGwK4WY5A>

Nous avons déroulé la banderole de la Campagne, avec les pancartes et le nouveau tee shirt #BoycottPuma.

Un camarade est intervenu pour expliquer notre présence, vidéo sur ce lien :

Nous avons pu diffuser les 300 tracts AFPS/BDS Paris que nous avons imprimés.

Il y avait un camion de police devant le magasin, la police nous a décalé de l'entrée du magasin mais nous avons quasiment fini tous nos tracts quand elle nous a demandé de quitter les lieux.

Le public était très réceptif à nos informations, beaucoup d'entre eux ignoraient la complicité de PUMA avec l'apartheid israélien.

Avant l'action, après un échange courtois avec la responsable du PUMA Store, nous lui avons remis la lettre de la Campagne BDS France afin qu'elle puisse la transmettre à la direction de PUMA.

Merci à tous nos soutiens pour cette belle mobilisation non-violente.

Avez-vous des vêtements de sport de la marque Puma? Rejoignez #RebrandPuma!

25 octobre 2019

Par la Campagne palestinienne pour le boycott universitaire et

culturel d'Israël (PACBI)/

Si vous avez acheté du matériel Puma avant que l'entreprise ne décide de soutenir les colonies israéliennes illégales sur des terres palestiniennes volées, renommez-les en écrivant «Boycott» sur le logo!

Plus de 200 équipes sportives palestiniennes appellent Puma à mettre fin à son soutien à l'occupation militaire israélienne. L'année dernière, Puma est devenu le sponsor principal de l'Association de football israélienne (IFA), qui comprend des équipes installées dans des colonies israéliennes illégales sur des terres palestiniennes volées.

Le parrainage de l'IFA par Puma donne à Israël le feu vert pour continuer à s'emparer de terres illégales pour chasser les familles palestiniennes de leurs terres.

Les partisans des droits de l'homme palestiniens qui avaient déjà acheté du matériel Puma avant l'accord de parrainage conclu entre Puma et l'IFA ont renommé leurs vêtements, chaussures, chapeaux et sacs Puma. En écrivant «Boycott» sur le logo Puma, ils annoncent leur soutien à l'appel des athlètes palestiniens.

#RebrandPuma!

Possédez-vous des vêtements de sport de marque Puma? Renommez-les!

Écrivez «Boycott» ou d'autres messages en faveur de la campagne au-dessus du logo Puma, ou tout simplement, collez-les sur le logo Puma. Faites une courte vidéo ou prenez-vous en photo avec votre équipement Puma modifié et publiez-la sur les réseaux sociaux à l'aide du hashtag #RebrandPuma. Voir un exemple de tweet / post ci-dessous:

J'ai acheté du matériel @Puma avant que Puma ne décide de soutenir les colonies israéliennes illégales sur des terres palestiniennes volées.

Jusqu'à ce que Puma mette fin à la complicité dans l'occupation militaire israélienne, #RebrandPuma soutiendra les athlètes palestiniens appelant à #BoycottPuma.

Rejoignez-nous

Le 26 octobre, des groupes de 20 pays se joindront à la deuxième journée mondiale d'action organisée dans les points de vente, bureaux et matchs des équipes parrainées par Puma.

Rejoignez-les sur les médias sociaux avec #RebrandPuma!

Source: [BDS movement](#)



Les réponses du Comité national palestinien de BDS au rapporteur spécial des Nations Unies sur la liberté de religion ou de croyance

15 juillet 2019

Le mouvement BDS ne tolère aucun acte ou discours qui adopte ou promeut, entre autres, le racisme contre les Noirs, le

racisme contre les Arabes, l'islamophobie, l'antisémitisme, le sexisme, la xénophobie ou l'homophobie.

Réponses, par Omar Barghouti au nom du Comité national palestinien de BDS (BNC), aux questions du Dr. Ahmed Shaheed, [rapporteur spécial des Nations Unies sur la liberté de religion ou de croyance](#).

1. Pourriez-vous, s'il vous plaît, expliquer les principaux objectifs et les activités du mouvement de Boycott, désinvestissement et sanctions ? Comment ces activités sont-elles menées ?

OB : Les objectifs du mouvement BDS, comme spécifié dans [l'appel BDS](#) lancé par la société civile palestinienne en 2005, sont : la fin de l'occupation de 1967 par Israël, l'égalité totale pour les citoyens palestiniens d'Israël, et le respect et la reconnaissance du droit au retour des réfugiés palestiniens, en accord avec la résolution 194 de l'Assemblée générale des Nations unies. Ces objectifs sont fermement basés sur le droit international.

L'appel BDS a été lancé lors du premier anniversaire de l'avis consultatif de la Cour internationale de justice condamnant comme illégal le mur d'Israël en territoire palestinien occupé et appelant les états tiers à ne pas reconnaître ses conséquences et à oeuvrer pour qu'il soit démantelé.

La majorité absolue de la société civile palestinienne soutient le mouvement BDS et reconnaît que les trois objectifs de l'appel BDS constituent les conditions minimales requises pour que le peuple palestinien exerce son droit inaliénable à l'auto-détermination.

Inspiré par le mouvement anti-apartheid sud-africain et le mouvement des droits civiques aux Etats-Unis, BDS appelle à des mesures non violentes pour amener Israël à respecter ses

obligations selon le droit international. Ces mesures incluent des boycotts et des initiatives de désinvestissement contre les corporations et les institutions israéliennes ou internationales qui favorisent les violations par Israël des droits humains palestiniens. Elles incluent aussi des sanctions ciblées et légales par des organisations étatiques, inter-étatiques ou internationales, conçues pour mettre un terme aux violations par Israël du droit international.

2. Basées sur la déclaration « Le racisme et la discrimination raciale sont l'antithèse de la liberté, de la justice et de l'égalité », quelles sont les garanties mises en place pour s'assurer que les activités du mouvement sont compatibles avec les standards internationaux sur les droits humains et ne constituent pas une forme d'incitation, quelle qu'elle soit, à la haine ou à la violence ?

OB : Le mouvement non violent BDS pour les droits palestiniens, ancré dans la Déclaration universelle des droits humains, considère son [ensemble anti-raciste de principes](#) comme un de ses piliers fondamentaux. Comme l'affirme le document de référence : « Le mouvement BDS ne tolère aucun acte ni discours qui adopte ou promeut, entre autres, le racisme contre les Noirs, le racisme contre les Arabes, l'islamophobie, l'antisémitisme, le sexisme, la xénophobie ou l'homophobie. »

En conséquence, le mouvement BDS ne cible personne à cause de son identité juive ou israélienne. Le mouvement BDS, au contraire, cible des institutions et des entreprises commerciales à cause de leur implication dans des violations flagrantes par Israël des droits palestiniens et du droit international. Nous ne travaillons pas pour ceux qui incitent à la haine, au fanatisme ou à la violence raciale.

Cet engagement éthique est fondé sur notre profonde conviction que la justice et les droits humains sont indivisibles et que

toute haine, toute offense et tout fanatisme contre des groupes humains basés sur une identité de race, de genre, d'orientation sexuelle, de religion ou toute autre identité doivent être rejetés et combattus par tous les défenseurs des droits humains, indépendamment de l'identité des coupables ou des victimes.

Le mouvement BDS sensibilise constamment les gens sur sa déclaration principielle antiraciste dans ses campagnes ainsi que dans ses communications internes et externes et son expression dans les médias. Il s'associe aussi avec des mouvements progressistes, des syndicats, des groupes de foi, des groupes d'étudiants, des associations universitaires, des collectifs d'artistes, des groupes féministes et LGBTQI, qui partagent ses valeurs et ses principes antiracistes.

3. Beaucoup de groupes juifs s'inquiètent de ce que BDS aille au-delà de la critique des politiques israéliennes et promeuve la diabolisation et la délégitimation d'Israël. Ils allèguent en particulier que BDS cherche à éliminer l'existence même d'Israël parce que la campagne ne soutient pas une solution à deux états. Comment répondriez-vous à ces inquiétudes ?

OB : Cette question est fondée sur le postulat que ceux qui sont opposés à la « solution à deux états » (telle qu'elle est définie par les Nations Unies, je suppose) cherchent en fait à « éliminer l'existence même d'Israël ». Toute personne ayant suivi les déclarations officielles du gouvernement d'extrême-droite d'Israël, y compris du Premier Ministre [Benjamin Netanyahu](#) et des [ministres](#) du gouvernement, du comité central du parti du Likoud au pouvoir, ainsi que des [leaders de la majorité à la Knesset](#) ne peut que reconnaître qu'Israël a [exclu une solution à deux états](#). Il adopte de plus en plus la vision d'un « grand Israël » – une solution à un état d'apartheid.

Pendant la dernière campagne d'élection parlementaire en

Israël, Netanyahu a promis de commencer à [annexer](#) la Cisjordanie et a à de multiples reprises incité à l'hostilité contre les citoyens palestiniens d'Israël, [déclarant](#) : « Israël n'est pas l'état de tous ses citoyens – Israël est l'état nation du peuple juif – et seulement cela ». Son gouvernement actuel est même plus extrême et intrinsigant que le précédent, qui était le [plus raciste](#) de l'histoire d'Israël. Netanyahu, avec le [soutien](#) entier du gouvernement de Trump, a de fait [déclaré](#) la fin du paradigme à deux états, qui a été la pierre angulaire du processus de paix d'Oslo organisé par les Etats-Unis pendant près de trois décennies, en [affirmant](#) : « Toutes les colonies, sans exception, celles qui sont en blocs et celles qui ne le sont pas, doivent rester sous souveraineté israélienne ».

Le plus grand parti d'opposition en Israël, Bleu et Blanc, [n'appuie pas davantage un état palestinien ou une solution à deux états](#) en concordance avec les résolutions des Nations Unies. Cela veut dire que la majorité absolue à la Knesset aujourd'hui s'oppose à la solution à deux états.

Ceci étant donné, est-ce vous concluriez, à partir du même postulat, que le gouvernement et le parlement israéliens « cherchent à éliminer l'existence même d'Israël » ? En fait, c'est ce que certains généraux israéliens importants [accusent](#) plus ou moins le gouvernement d'extrême droite d'Israël de faire.

Indépendamment de cela, et comme cela est clairement [indiqué](#) sur le site web du mouvement, « le mouvement BDS ne soutient pas une solution spécifique au conflit et n'appelle pas à soutenir une solution à un état ou à deux états. BDS, au contraire, se focalise sur la réalisation des droits fondamentaux et l'implémentation du droit international ». Les [Nations Unies](#) ont caractérisé ces droits comme des « droits inaliénables du peuple palestinien », soulignant que « le respect total et la réalisation » de ces droits « sont indispensables pour la solution de la question palestinienne

». A ce titre, le mouvement BDS promeut l'obligation de rendre des comptes vis-à-vis d'obligations internationales qui doivent être respectées dans toute solution politique qui puisse conduire à une paix juste et durable.

Appeler à la liberté, à la justice et à l'égalité pour le peuple palestinien, comme le fait le mouvement BDS, ne peut raisonnablement ou logiquement être compris comme appeler à « éliminer » quoi que ce soit, sauf la soumission, l'injustice et l'inégalité.

C'est seulement si l'on suppose que l'existence même d'Israël est basé sur le maintien du régime actuel d'oppression coloniale, d'occupation militaire et d'apartheid que l'on pourrait accepter l'assertion, qui serait sinon illogique, de la question. Après tout, mettre fin à l'apartheid n'a pas « éliminé l'existence même de l'Afrique du Sud », pas plus que mettre fin au régime Jim Crow aux Etats-Unis n'a mis fin à leur existence même. Dans les deux cas, mettre fin à l'oppression a permis plus de liberté, plus de justice et plus d'égalité, et c'est exactement ce que BDS cherche.

4. Dans la déclaration (voir question 2) ci-dessus, il était indiqué que « Nous rejetons le sionisme, en tant qu'il constitue le pilier idéologique raciste et discriminatoire du régime d'occupation, de colonialisme d'occupation et d'apartheid d'Israël qui a privé le peuple palestinien de ses droits humains fondamentaux depuis 1948 ». Pourriez-vous, s'il vous plait, expliquer ce que vous voulez dire et ce que vous comprenez par sionisme et si vous l'assimilez à du racisme et si oui en quoi ceci est différent d'être antisémite ?

OB : L'année dernière, plus de [40 groupes juifs internationaux](#), dont l'influent groupe *Jewish Voice for Peace* [Voix juive pour la paix] aux Etats-Unis, ont condamné

l'amalgame entre « les critiques légitimes d'Israël et le plaidoyer en faveur des droits palestiniens avec de l'antisémitisme, comme moyen de supprimer les premiers ». Leur déclaration disait : « Cet amalgame mine à la fois la lutte palestinienne pour la liberté, la justice et l'égalité et la lutte mondiale contre l'antisémitisme. Il sert aussi à protéger Israël de devoir rendre des comptes vis-à-vis des standards universels des droits humains et du droit international ».

Jusqu'à ce que l'holocauste nazi contre les Juifs commence à se déployer à la fin des années 1930, la majorité absolue des communautés juives dans le monde rejetait le sionisme politique. Comme l'important philosophe [Joseph Levine l'explique dans le New York Times](#) :

« Les dix-huitième et dix-neuvième siècles furent la période d'« émancipation » des Juifs en Europe occidentale, celle pendant laquelle les murs des ghettos furent détruits et les Juifs se virent accorder les droits entiers de citoyenneté dans les états où ils résidaient. Les forces antisémites à cette époque, celles s'opposant à l'émancipation, étaient associées non à la négation de l'existence d'un peuple juif, mais à une insistance emphatique sur elle ! L'idée était que puisque les Juifs constituaient une nation propre, ils ne pouvaient être des citoyens loyaux d'un état européen. Les libéraux qui s'opposaient fortement à l'antisémitisme insistaient sur le fait que les Juifs pouvaient à la fois pratiquer leur religion et maintenir leurs traditions culturelles tout en gardant leur citoyenneté entière dans les états-nations variés dans lesquels ils résidaient ».

– En 1975, une large majorité de l'Assemblée générale des Nations Unies [a adopté](#) une résolution qui mettait en lumière les liens entre le sionisme et l'apartheid en Afrique du Sud et condamnait le premier en tant que forme de racisme. Cela ne fut abrogé qu'en 1991 sous une intense pression américano-israélienne dans le contexte du « processus de paix » de

Madrid.

– Récemment, *Jewish Voice for Peace* (JVP), la plus grande organisation juive progressiste dans le monde, a rendu publique une déclaration [historique condamnant le sionisme](#). Elle disait :

« Bien qu'il ait historiquement de nombreuses souches, le sionisme qui s'est implanté et existe aujourd'hui est un mouvement colonialiste, établissant un état d'apartheid dans lequel les Juifs ont plus de droits que d'autres. Notre propre histoire nous enseigne à quel point ceci peut être dangereux. La dépossession des Palestiniens et l'occupation viennent de sa conception même. Le sionisme a signifié un traumatisme profond pour des générations, séparant systématiquement les Palestiniens de leurs maisons, de leurs terres, et les uns des autres. Le sionisme, en pratique, a provoqué des massacres du peuple palestinien, la destruction d'anciens villages et de champs d'oliviers, la séparation de familles vivant à seulement quelques kilomètres de distance par des checkpoints et des murs, des enfants s'accrochant aux clés de maisons dont leurs grands-parents ont été exilés par la force. »

Réfléchissant sur le dommage que le sionisme a causé aux communautés juives, la déclaration de JVP dit :

« En partageant nos histoires les uns avec les autres, nous voyons les manières dont le sionisme a aussi causé du tort au peuple juif. Beaucoup d'entre nous ont appris du sionisme à traiter nos voisins avec suspicion, à oublier la façon dont les Juifs ont construit des foyers et des communautés quel que soit l'endroit où nous nous trouvions. Les Juifs ont eu de longues histoires intégrées au monde arabe et à l'Afrique du Nord, vivant au milieu des musulmans et des chrétiens, et partageant communauté, langage et coutumes avec eux, pendant des milliers d'années. En créant une hiérarchie raciste avec les Juifs européens au sommet, le sionisme a effacé ces histoires et détruit ces communautés et ces relations ».

– Les Palestiniens, les Arabes et de nombreux progressistes considèrent le sionisme comme une idéologie politique raciste qui a formé l'échafaudage idéologique de la dépossession colonialiste du peuple palestinien et la Nakba israélienne en cours. Ceci se base sur les faits suivants :

1. L'idéologie raciste du nationalisme et du colonialisme européens chauvins de la fin du 19e siècle a été adoptée par le courant dominant du mouvement sioniste (Organisation sioniste mondiale, Agence juive, Fonds national juif, etc.) pour justifier son projet colonial d'un état juif d'exclusion en Palestine (i.e. dans la région de l'actuel Israël et des territoires palestiniens occupés) et pour recruter un soutien politique à son profit, aux dépens des Arabes palestiniens autochtones.
2. Le sionisme politique laïc a traduit d'anciennes notions spiritualo-religieuses des Juifs comme « peuple élu » et « Eretez Israël » en un programme colonial raciste, qui –basé sur la doctrine que les Juifs étaient une nation séparée en termes politiques, avec des revendications supérieures sur la Palestine – appelait à « sauver » la Palestine, déclarée être « une terre sans peuple ».
3. La réalisation de ce projet colonial a été poursuivie avec le soutien des puissances impériales occidentales (particulièrement la Grande-Bretagne et les Etats-Unis) et plus tard des Nations Unies, par une politique et des pratiques de colonisation et de transfert de population. Les traits principaux de ce projet étaient la colonisation massive d'immigrants juifs en Palestine, particulièrement au pic du génocide nazi contre les Juifs européens, et le transfert forcé d'une majorité de la population autochtone palestino-arabe.
4. Le projet sioniste du nettoyage ethnique planifié a commencé bien avant l'éclatement du conflit armé de 1948, mais il fut accompli principalement pendant le conflit armé, et sous son prétexte. De 750000 à 900 000

Palestiniens autochtones furent déplacés de force et quelque 500 communautés palestiniennes furent dépeuplées par les milices sionistes et – à partir du 15 mai 1948 – par l'armée de l'état d'Israël, pour faire place au nouvel état juif d'exclusion sur 78% de la Palestine d'avant guerre.

5. Le sionisme continue à jouer un rôle profond dans la Nakba actuelle puisqu'il a été transformé en lois et en politiques de l'état d'Israël qui constituent le régime actuel d'occupation militaire, de colonialisme et d'apartheid. Depuis 1948, les législateurs et les gouvernements israéliens, en conjonction avec des organisations sionistes mondiales et leurs filiales, ont établi et développé un régime de discrimination raciale et de suprématie juive institutionnalisées qui dépossède systématiquement le peuple palestinien autochtone, le prive de ses droits et maintient pour lui un statut inférieur. Au moyen de ce régime, l'état d'Israël continue d'assurer sa mainmise sur une quantité maximale de terres palestiniennes avec un nombre minimal de Palestiniens, par la colonisation, le déni du droit de retour des réfugiés et le transfert forcé graduel de population qui est en cours.
6. Comme le professeur Daniel Blatman, historien de l'ère de l'holocauste à l'université hébraïque de Jérusalem et historien en chef du Musée du ghetto de Varsovie, [l'a écrit](#) récemment dans Haaretz :

« Le mouvement nazi, comme nous le savons, a flirté quelque peu avec le sionisme dans les années 1920 et 1930. Alfred Rosenberg, un des principaux idéologues nazis, a écrit à l'époque sur la nature du mouvement sioniste, et sur ce que devait être l'attitude correcte du mouvement nationaliste allemand envers lui. Dans son livre de 1920 « Die Spur » (« La Trace », la piste des juifs à travers les âges), Rosenberg suggérait d'encourager et de soutenir le mouvement sioniste allemand afin de promouvoir un exode des Juifs allemands vers

la Palestine. Il notait que les sionistes étaient un groupe doté d'un potentiel de coopération à court terme avec l'Allemagne national-socialiste, puisque les deux avaient un intérêt à stopper l'assimilation et l'intégration des Juifs et à promouvoir l'émigration juive.

Rosenberg planifiait aussi d'utiliser les revendications juives comme une justification juridique pour dénier aux Juifs allemands leurs droits civiques et prouver que les Juifs eux-mêmes soutenaient aussi cette idée. La revendication sioniste selon laquelle il y avait une communauté juive séparée avec ses intérêts propres uniques culturels et nationaux, qui n'étaient pas identiques à ceux des autres Allemands, était aussi en accord avec la politique nazie dont l'implémentation commença après 1933. »

5. Quels sont vos commentaires par rapport aux critiques des états et/ou d'autres parties prenantes disant que le mouvement BDS est antisémite et que le mouvement a conduit à une augmentation de l'antisémitisme dans différents pays du monde entier ?

OB : Israël, ses groupes de pression et d'autres anti-Palestiniens répandent désespérément cette accusation infondée sans aucune évidence, précisément parce que BDS s'est constamment opposé au racisme et à la haine anti-juifs depuis sa création et qu'il a gagné un soutien juif significatif dans le monde entier. BDS est aujourd'hui soutenu par un nombre en croissance rapide de Juifs de la [génération du millénaire](#), qui ne peuvent réconcilier leurs valeurs progressistes avec ce que le sionisme et Israël représentent aujourd'hui. Le soutien pour BDS augmente également parmi des universitaires, des écrivains, des réalisateurs, des philosophes et des défenseurs des droits humains juifs de premier plan.

Affirmer que boycotter Israël est intrinsèquement antisémite n'est pas seulement [une propagande infondée](#). Cela assimile de manière absurde Israël avec « tous les Juifs ». C'est aussi

[fanatique](#) que d'affirmer que boycotter un état qui se définit comme islamique comme l'Arabie saoudite, disons, à cause de sa discrimination légale contre les femmes ou ses crimes de guerre au Yémen serait nécessairement islamophobe.

Israël et ses groupes de pression, en réponse, ont agressivement promu une [définition nouvelle et révisionniste de l'antisémitisme qui vise](#) à protéger Israël de rendre des comptes à propos des standards universels des droits humains et du droit international. »

En mai 2019, plus de [240 universitaires juifs et israéliens](#), beaucoup d'entre eux étant des spécialistes distingués de l'antisémitisme, de l'histoire juive et de l'histoire de l'holocauste, ont rendu publique une déclaration condamnant une résolution du Bundestag allemand qui diffame comme antisémite le mouvement BDS pour les droits palestiniens. De manière cruciale, leur déclaration accuse la résolution allemande de ne rien faire pour « avancer la lutte urgente contre l'antisémitisme ». La déclaration dit :

« [Nous] rejetons tous l'allégation trompeuse selon laquelle BDS en tant que tel est antisémite et maintenons que les boycotts sont un outil légitime et non-violent de résistance. Nous, qui comprenons des chercheurs spécialistes reconnus sur l'antisémitisme, affirmons qu'on devrait être considéré comme antisémite selon le contenu et le contexte de ses mots et de ses actions – qu'ils viennent de personnes soutenant BDS ou non. Il est regrettable que la motion adoptée ignore l'opposition explicite du mouvement BDS à 'toutes les formes de racisme, y compris l'antisémitisme'.

Le mouvement BDS cherche à influencer les politiques du gouvernement d'un état qui est responsable pour l'occupation et l'oppression actuelles du peuple palestinien. De telles politiques ne peuvent être à l'abri de la critique. Dans ce contexte, il faudrait aussi remarquer que beaucoup d'individus et de groupes juifs et israéliens soit soutiennent BDS

explicitement soit défendent le droit à le soutenir. Nous considérons qu'il est inapproprié et choquant que les institutions gouvernementales et parlementaires allemandes les étiquètent comme antisémites. »

En prenant l'Allemagne comme étude de cas, le gouvernement a communiqué, un jour seulement avant la résolution du Bundestag mentionnée plus haut, une étude soulignant que 90% des attaques antisémites – et des autres attaques racistes ou xénophobes – en Allemagne viennent de l'extrême-droite. Ces 90% viennent du groupe de ceux votant pour *Alternative für Deutschland* (Alternative pour l'Allemagne, AfD), le parti qui a proposé une résolution encore plus antidémocratique, celle de mettre le mouvement BDS hors-la-loi.

Nous condamnons fermement et systématiquement l'antisémitisme comme toute autre forme du racisme et appelons les décideurs à affronter ceux qui en sont responsables, au lieu de les protéger en ciblant le mouvement antiraciste BDS.

Finalement, la revendication simpliste d'Israël de lutter contre l'antisémitisme est en fait [minée](#) par son [déplacement marqué](#) vers le camp de l'extrême-droite et par ses [alliances](#) avec des forces xénophobes et [ouvertement antisémites](#) aux [Etats-Unis](#), en [Europe](#), [au Brésil](#) et ailleurs.

6. La campagne offre-t-elle des directives sur la façon dont on peut discuter les objectifs du mouvement BDS en évitant la promotion de narratifs et de clichés antisémites ? Si vous découvriez que certaines des activités de votre mouvement au-delà de la Palestine étaient de fait antisémites ou incitaient à la haine et à la violence, que seraient/que pourraient être les mesures prises par BNC pour stopper ces actes. Y-a-t-il un exemple où vous condamnez ou sanctionnez de tels actes à l'intérieur du mouvement ?

OB : Le comité national palestinien de BDS (BNC), la plus

grande coalition de la société civile palestinienne, qui dirige le mouvement mondial BDS pour les droits palestiniens, rejette catégoriquement toute expression de racisme, y compris l'antisémitisme. Il [affiche de manière bien visible](#) sur son site web ses directives pour les groupes qui utilisent l'acronyme BDS ou affirment faire partie du mouvement. Ces directives déclarent qu'il est attendu des partenaires BDS de « se conformer à l'engagement du mouvement BDS pour la nonviolence ainsi qu'à ses principes éthiques et antiracistes ».

Les directives indiquent également :

« Tout groupe qui propage ou tolère des formes d'expression ou des activités en conflit avec les principes d'antiracisme et de non-violence du mouvement ou qui sabote les droits palestiniens indiqués dans l'appel BDS ne peut faire partie du mouvement BDS et sera considéré comme extérieur au mouvement BDS et il lui sera demandé par le BNC de ne plus utiliser l'acronyme BDS ni de revendiquer une quelconque affiliation avec le mouvement ».

« Tout groupe qui est affilié à un groupe ou une organisation qui sont connus pour tolérer des opinions en conflit avec les directives éthiques du mouvement BDS ou avec ses principes antiracistes ne peut faire partie du mouvement BDS et il lui sera demandé d'enlever l'acronyme BDS de son nom et de son logo. »

« Si un groupe discrédite l'un des principes éthiques et antiracistes du mouvement BDS, le BNC demandera en privé au groupe d'abandonner l'acronyme BDS et de cesser de se présenter comme faisant partie du mouvement BDS. Si le groupe ne tient pas compte de la requête du BNC dans un laps de temps donné, le BNC condamnera publiquement le groupe et distanciera de lui le mouvement BDS. »

Dans les 14 ans depuis que BDS a été lancé, de telles

infractions ont été extrêmement rares. Cependant, à chaque fois qu'elles ont été détectées, le BNC a agi rapidement et résolument pour condamner et sanctionner les groupes et les individus qui affirment soutenir BDS tout en exprimant des opinions racistes, y compris envers des Juifs parce qu'ils sont juifs. Un exemple récent est celui d'un groupe au Maroc qui s'appelait « BDS Casablanca ». Quand le BNC a découvert par nos partenaires au Maroc que ce groupe avait posté/reposté des contenus antisémites sur sa page Facebook, nous avons immédiatement réclamé un rendez-vous vidéo en urgence avec eux et leur avons demandé : a. d'enlever immédiatement tout contenu antisémite et b. de poster la déclaration antiraciste des principes de BNC et d'éduquer leurs supporters à ce propos. Nous leur avons donné une date limite pour le faire. Comme ils ne l'ont pas respecté, nous avons rendu publique une déclaration [sur notre compte Facebook](#) (en arabe) condamnant leurs expressions de racisme et affirmant clairement qu'ils ne « font pas partie du mouvement BDS ». Ceci a contribué à les discréditer au sein de leur base de supporters.

7. Nous avons reçu plusieurs exemples de caricatures publiés par l'ONG palestinienne BADIL présumée mener des campagnes internationales BDS. Un des exemples est la caricature de 2010 qui incluait un homme juif, revêtu d'un costume hassidique traditionnel, avec un nez crochu et des mèches de cheveux latérales. Il se tient sur le dessus d'une boîte ornée d'étoiles juives, écrasant à mort un enfant, et tenant des clés marquées « US » et « UK » [pour « Etats-Unis » et « Royaume-Uni » respectivement] et une fourche stylisée en forme de ménorah dégoulinante de sang, tandis que des crânes couvrent le sol. Regardez, s'il vous plaît, la photo jointe. Quelle est votre opinion là-dessus ?

OB : Le BNC condamne sans équivoque ce dessin comme antisémite et comme une déformation raciste de la réalité du régime d'oppression du peuple palestinien par Israël. A notre avis,

ce dessin et d'autre matériel semblablement antisémite ne devraient jamais avoir été publiés. Cette opinion est aussi partagée par BADIL, qui, en 2010 déjà, a immédiatement enlevé le dessin de son site web, a publié des excuses et a [adopté un protocole](#) qui empêche la répétition de telles erreurs (voir point 4, règles et régulations, al Awda Award). Pour autant que nous sachions, cette terrible erreur n'a jamais été répétée depuis.

Le dessin avait été sélectionné pour publication dans le contexte d'une compétition publique, non par BADIL, mais par un jury indépendant qui était clairement malavisé et irresponsable.

Par contraste, le gouvernement israélien a récemment produit une [vidéo promotionnelle pour l'Eurovision](#) à Tel Aviv dont la teneur incluait de façon flagrante des aspects antisémites (décrivant les Juifs comme « avides ») et il n'a toujours pas, ni retiré cette vidéo ni présenté des excuses pour elle.

L'année dernière, Yair Netanyahu, le fils du premier ministre israélien et une étoile montante de la droite, a posté une [caricature sans conteste antisémite](#) attaquant le philanthrope juif-américain George Soros. Aucune excuse ou rétractation n'a été pour le moment publiée par Netanyahu. Au contraire, selon un magazine suisse, les proches conseillers du premier ministre Netanyahu [ont admis avoir fait naître](#) contre Soros la théorie antisémite du complot que le président xénophobe de la Hongrie, Orbán, a adoptée plus tard.

8. Pourriez-vous fournir plus d'information sur les cas que vous avez présentés à des tribunaux européens pour contester les accusations fausses et diffamatoires d'antisémitisme contre le mouvement BDS? Y-a-t-il eu une décision et pourriez-vous commenter le jugement du tribunal, s'il vous plaît ?

OB : Il y a un large consensus dans la communauté des experts

juridiques et des experts sur les droits civiques et humains aux Etats-Unis et en Europe que les accusation fausses et diffamatoires d'antisémitisme et les mesures restrictives et punitives contre le mouvement BDS qui y sont associées violent constitutionnellement des droits protégés, en particulier le droit fondamental à la liberté d'expression.

Aux Etats-Unis, les juristes de [Palestine Legal](#), de l'Union américaine pour les libertés civiles (*American Civil Liberties Union*, [ACLU](#)), le Centre pour les droits constitutionnels, la Guilde nationale des avocats et d'autres ont défendu le droit au boycott, sur ces bases, par une défense para-juridique et des procès devant les tribunaux. L'information sur la première décision par un tribunal américain qui affirme que les boycotts pour les droits palestiniens sont protégés par le Premier Amendement [de la constitution des Etats-Unis] est disponible [ici](#). Des exemples d'autres cas contestés par les juristes aux Etats-Unis peuvent être trouvés [ici](#).

En Europe, plus de [200 chercheurs en droit et juristes](#) ont appelé les gouvernements à respecter le mouvement BDS comme un mouvement légitime en faveur des droits palestiniens. En 2016, [Federica Mogherini a écrit](#) au nom de la Commission européenne : « L'Union européenne tient fermement à protéger la liberté d'expression et la liberté d'association en conformité avec la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, qui est applicable sur le territoire des états membres de l'Union européenne, y compris vis-à-vis des actions BDS menées sur ce territoire ».

Les gouvernements [des Pays-Bas, de Suède et d'Irlande](#), les parlements d' [Espagne et de Suisse](#), l'Internationale socialiste et des organisations majeures des droits humains, dont la Fédération internationale pour les droits humains ([FIDH](#)) et [Amnesty International](#) ont tous soutenu le droit pour BDS d'appeler à soutenir les droits garantis par les Nations Unies du peuple palestinien.

Depuis le début 2019, le Centre européen de soutien juridique (*European Legal Support Center*, ELSC) – une initiative du Forum des droits aux Pays-Bas, de la société civile palestinienne et d'experts en droit européens – a prêté assistance à des juristes dans des pays européens pour défendre des individus et des organisations qui font face à des accusations fausses et diffamatoires d'antisémitisme et à la répression à cause de leur soutien pour les droits palestiniens et particulièrement pour les activités de BDS destinées à obtenir ces droits.

En Allemagne, où la répression de la solidarité avec le peuple palestinien est particulièrement sévère, une action en justice, en collaboration avec des juristes locaux, a jusqu'à présent résulté en une décision de la Haute Cour administrative de Basse Saxe. Dans son jugement, la Cour a expliqué que : 1) puisque l'accusation d'antisémitisme représente une allégation très sérieuse, la charge de la preuve réside dans la partie jetant l'accusation ; et 2) l'examen de la Cour n'a produit aucune évidence que le demandeur ou la campagne BDS ait violé les principes de l'ordre libéral-démocrate. Par conséquent, la Cour a ordonné à la Ville d'Oldenburg de fournir les salles demandées et BDS Oldenburg a été capable d'organiser les événements de l'Israëli Apartheid Week [Semaine contre l'apartheid israélien] dans un espace public. La Ville a été aussi contrainte de couvrir les frais juridiques du demandeur pour les deux procédures. Une copie de la décision de la Cour (en allemand) est [ici](#). Plus d'information à propos du ELSC et de cette décision de la Haute Cour administrative de Basse Saxe est disponible [ici](#). Vous pouvez aussi contacter les juristes de l'ELSC directement en écrivant à : elsc@rightsforum.org.

Source: [BDS movement](#)

Traduction: CG pour BDS France

Un succès de la campagne BDS à Montpellier

Un succès de la campagne BDS à Montpellier.

La Campagne BDS France a appris avec satisfaction la décision de relaxe prononcée par le tribunal de police le 16 octobre 2019 en faveur du membre de BDS France Montpellier, José-Luis Moraguès qui répondait à l'accusation de « *Bruit et nuisances sonores pouvant porter atteinte à la tranquillité du voisinage ou à la santé de l'homme* (selon le code de la Santé Publique).

L'avocat de la défense a dénoncé les atteintes à la liberté d'expression commises par la Ville de Montpellier à l'encontre de son client et du comité BDS France Montpellier, la volonté d'intimidation manifeste qui préside à la multiplication de procès verbaux dès la moindre apparition publique de BDS ainsi que la tentative d'instrumentalisation de la justice consistant à faire trancher par un tribunal de police des divergences d'opinions.

Cette relaxe est importante car elle met en évidence aux yeux du public les atteintes à la liberté d'expression des membres de la campagne BDS, surtout à un moment où un projet de résolution visant à lutter contre l'antisémitisme et basé sur la définition de l'IHRA peut être présenté prochainement à l'Assemblée Nationale par le Député Sylvain Maillard. Cette résolution, sous prétexte de lutter contre l'antisémitisme, vise en réalité à interdire toute opposition à la politique coloniale et d'apartheid du gouvernement israélien, politique largement condamnée par de multiples résolutions internationales. Nous pouvons donc constater qu'avant même la présentation de cette résolution, la liberté d'expression

autour de la situation en Palestine occupée est sérieusement menacée, mais que des avocats et des juges refusent cette atteinte à la liberté d'expression.

La campagne BDS France

Pour soutien financier, contact : comitebdsfrance34@gmail.com

Action Puma samedi 19 octobre à Lyon

A Lyon, malgré les vacances scolaires et la météo automnale, notre 2° action BDS contre PUMA, ce samedi 19 en début d'après-midi, a été mieux réussie que celle de Juin dernier à la Part-Dieu.

Nous étions 12 membres du Collectif 69 Palestine. Nous avons visé principalement le revendeur GO SPORT au centre commercial Confluence, non loin de Perrache (il n'y a plus de magasin PUMA à Lyon).

Cette fois encore, nous n'avons pas pu rester à l'intérieur du centre commercial. Mais après quelques discussions avec la police, nous nous sommes finalement installé.e.s près de l'entrée, avec la grande banderole BDS, les panneaux contre PUMA, les t-shirts, une table pliante pour les signatures...

A l'exception d'une sioniste en furie, l'accueil a été globalement très favorable, en particulier chez les jeunes. En moins d'une heure et demie, près de 900 tracts ont été distribués et 49 cartes signées (qui seront envoyée de façon groupée). Notre action a dû prendre fin à cause de la pluie.

Avant de partir, nous avons remis au magasin GO SPORT une lettre adressée au responsable.

Bref, une action encourageante, qui montre l'écho de la campagne PUMA auprès de la population.

TACBI condamne fermement la tenue d'une conférence de normalisation avec l'ennemi sioniste en Tunisie

La Campagne Tunisienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël (TACBI) condamne avec la plus grande fermeté la [tenue](#) de la conférence « Menaces non traditionnelles et sécurité en Méditerranée – Défis présents et futurs, réponses communes et nouvelles stratégies » à Tunis du 14 au 17 octobre 2019, organisée conjointement par l'Institut européen de la Méditerranée (IEMed) et le Centre d'études stratégiques sur le Proche-Orient et l'Asie du sud (Near East South Asia (NESA) Center for Strategic Studies).

Le programme officiel de cette conférence indique la participation de **Galia Golan-Gild, Professeure au Centre interdisciplinaire Herzliya et à l'Université hébraïque de Jérusalem**. Nous ignorons les conditions de l'entrée de cette participante israélienne en Tunisie, en particulier si elle est entrée avec un passeport israélien ou avec un autre passeport. Mais son affiliation mentionnée sur le programme de la conférence ne laisse aucun doute sur le fait qu'elle a été invitée en tant qu'universitaire israélienne. D'ailleurs, les organisateurs de la conférence indiquent dans leur présentation qu'

étant donné l'interdépendance des questions de sécurité précitées, il est urgent de mieux articuler les liens entre « sécurité douce » et « sécurité dure », de remédier aux causes profondes de l'instabilité dans la région et de se concentrer

sur les possibilités de coopération et de collaboration régionales. À cette fin, le Centre d'études stratégiques sur le Proche-Orient et l'Asie du sud (NESAs) et l'Institut européen de la Méditerranée (IEMed) invitent des experts de la région à partager leurs points de vue, les meilleures pratiques nationales et à proposer des solutions régionales.

Nous déduisons donc que Galia Golan-Gild représentait dans cette conférence l'état colonial sioniste, à côté de représentants de certains états arabes comme le Maroc, l'Égypte, le Liban, la Jordanie et le pays hôte la Tunisie.

[D'après la Campagne Palestinienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël \(PACBI\)](#) « la normalisation [avec l'ennemi sioniste] est la participation à tout projet, initiative ou activité, locale ou internationale, conçue spécifiquement pour rapprocher (directement ou indirectement) les Palestiniens (et/ou les Arabes) et les Israéliens (individus ou institutions) et qui ne vise pas explicitement à résister ou à exposer l'occupation et toutes les formes de discrimination et de persécution contre le peuple palestinien. » PACBI donne comme exemple important de normalisation le fait d' « établir toute activité ou projet organisé ou imposé par une tierce partie à la partie palestinienne/arabe, qui considère comme égales les responsabilités des parties israélienne et palestinienne (ou arabe) dans le conflit, ou qui affirme que la paix entre eux sera achevée par la compréhension, le dialogue et une coopération accrue entre eux, sans l'aboutissement de la justice. »

Par ses objectifs déclarés et la liste de ses participants, la conférence sur les « menaces non traditionnelles et sécurité en Méditerranée » est donc une flagrante activité de normalisation tenue en Tunisie.

Les [objectifs](#) de l'Institut européen de la Méditerranée, co-organisateur de la conférence, comme les [principes](#) du

Processus de Barcelone du Partenariat euroméditerranéen auxquels il se conforme, collent parfaitement à cette définition de la normalisation. Le [Conseil d'Orientation](#) de cet Institut compte parmi ses membres **Shlomo Ben Ami, ancien ministre israélien des Affaires étrangères et ancien ministre de la Sécurité publique**, en plus de représentants des pays arabes de la Méditerranée, dont les représentants de la Tunisie, **Jaloul Ayed**, ancien ministre des Finances et président d'honneur de MedConfederation, l'écrivaine **Héle Beji** et **Taïeb Zahar**, PDG et propriétaire de l'hebdomadaire Réalités et Président de la Fédération tunisienne des directeurs de journaux.

L'autre co-organisateur de la conférence, le Centre d'études stratégiques sur le Proche-Orient et l'Asie du sud est une institution du département de la Défense des États-Unis. Son directeur qui a ouvert la conférence, [LTG Terry A. Wolff](#), est un Général de l'armée américaine à la retraite qui a servi trois fois en Irak en 2003, 2006-07 et 2010. Un document diffusé aux participants montre que la conférence a d'ailleurs bénéficié d'un soutien financier du Commandement des États-Unis pour l'Afrique (AFRICOM), ce qui éclaire d'un jour nouveau le thème général de cette conférence et l'obsession sécuritaire sous-jacente :

Les approches méditerranéennes en matière de sécurité varient considérablement d'un État à l'autre, de même que leurs perceptions de la sécurité qui semblent différentes ou parfois contradictoires. Cependant, les défis qui affectent directement la sécurité humaine sont communs à tous les pays méditerranéens. Les décideurs politiques sont bien conscients des menaces posées par le terrorisme et les conflits civils. D'autres questions, tels que l'énergie, l'approvisionnement en eau et en nourriture, le changement climatique et les migrations, ne sont pas souvent considérées comme des questions de «sécurité» méritant la même attention.

La 3ème session de la conférence a eu pour thème « les conséquences du manque de nourriture et d'eau en Méditerranée ». Nous ne savons pas si la [crise de l'eau en Palestine](#) y a été discutée ou même simplement évoquée. Si c'était le cas, cette crise a été sans doute présentée comme résultant des conditions climatiques de la région. Or Israël utilise actuellement 85 % des ressources en eau partagées de Cisjordanie, laissant les Palestiniens à sec. Non seulement Israël exerce son hégémonie sur l'accès aux ressources en Cisjordanie, mais l'Autorité Palestinienne de l'Eau dépend complètement d'Israël en tant que principal fournisseur d'eau, achetant son approvisionnement à Israël depuis les Accords d'Oslo.

La 4ème session de la conférence traite de « la géopolitique du gaz naturel en Méditerranée orientale ». Là encore, il est très peu probable que les conférenciers aient discuté ou même évoqué le fait que les entreprises américaines et israéliennes travaillent avec l'approbation du gouvernement israélien pour siphonner le gaz naturel des eaux territoriales de Gaza, même si c'est illégal selon le droit international, comme l'a [démontré](#) l'économiste israélien Shir Hever en 2017. Par contre l'intervention d'Ahmed Kandil, responsable du programme d'études sur l'énergie au Centre Al-Ahram d'études politiques et stratégiques, suggère que le contrat conclu en 2018 par Israël pour la fourniture de gaz naturel à l'Egypte aurait été probablement discuté et présenté comme un modèle. Le premier ministre israélien Benjamin Nétanyahou a [affirmé](#) que « cela va rapporter des milliards dans les coffres de l'Etat [israélien] ».

La 5ème session de la conférence était consacrée à « la technologie comme moteur de changement et catalyseur de développement humain durable ». Amnesty International a [révélé](#) très récemment que des défenseurs des droits humains marocains ont été ciblés par un logiciel espion malveillant de l'entreprise israélienne NSO. [AnyVision](#), l'entreprise

israélienne de technologie de reconnaissance faciale, tire profit des violations, par Israël, des droits humains des Palestiniens et elle exporte sa technologie de surveillance répressive dans le monde entier. AnyVision joue un [rôle direct](#) dans l'occupation militaire de la Cisjordanie palestinienne, qui comprend le mur illégal et les check-points militaires d'Israël. Selon l'armée israélienne, AnyVision entre dans « un programme de renforcement » des check-points militaires en Cisjordanie par l'ajout d'une technologie pour de nouveaux « postes d'identification et d'inspection ». AnyVision entretient également des caméras pour l'armée israélienne au cœur de la Cisjordanie afin d'espionner les Palestiniens et de permettre à l'armée israélienne de prendre les civils pour cibles en toute illégalité. Le 16 mai 2019, Facebook annonce la désactivation de 265 pages ou comptes liés à une société israélienne dont le but est d'influencer l'opinion publique, principalement dans des pays africains. En Tunisie, 11 pages sont concernées. Le site d'information [Inkyfada](#) a démontré que le contenu publié par ces pages visait à influencer les électeurs tunisiens dans la perspective des élections présidentielle et législative. Ces aspects ont-ils été discutés ou même évoqués pendant cette conférence ?

Ces omissions renforcent le caractère normalisateur de cette conférence tenue à Tunis. En effet, PACBI [considère](#) comme normalisateur « tout projet qui minimise ou camoufle la souffrance du peuple palestinien en tant que victime du projet colonial israélien ou tente de réécrire l'histoire du conflit afin qu'il présente le récit sioniste comme un supplément ou un parallèle au récit palestinien sur les racines du conflit et les faits de déracinement et de nettoyage ethnique. »

Signalons enfin la participation à cette conférence de **Moncef Harrabi**, Président de la Société tunisienne de l'électricité et du gaz, de **Salim Cherif**, Chef de la Division Moyen-Orient, Iran et Sudan au Ministère tunisien des Affaires étrangères et de **Tasnim Chirchi**, Directrice de la Fondation Jasmin et fille

de Rached Ghannouchi président-fondateur du parti politique Ennahdha.

Cette conférence est un nouvel épisode dans une [longue liste](#) d'actes avérés de normalisation tunisienne avec l'ennemi sioniste que TACBI et d'autres organisations de la société civile, dont l'Union générale tunisienne du travail (UGTT) et la Campagne tunisienne pour le boycott et la lutte contre la normalisation avec l'entité sioniste, ont révélés. Nos appels au gouvernement tunisien pour mettre fin aux flagrants délits d'échanges commerciaux avec Israël sont restés lettre morte. L'Assemblée des représentants du peuple dont le mandat s'achève bientôt s'est elle aussi avérée inefficace dans la lutte contre la normalisation avec l'ennemi sioniste. TACBI et l'UGTT ont demandé [l'ouverture d'une enquête parlementaire](#) sur les véritables activités de la compagnie de transport maritime israélienne [ZIM](#) en Tunisie, ainsi que sur ses partenaires tunisiens et étrangers, en vain.

Nous appelons les nouveaux représentants élus du Peuple tunisien et la justice à se saisir de cette conférence pour faire toute la lumière sur les conditions d'entrée de la participante israélienne en Tunisie et sur les organisations internationales et les services de l'état qui auraient facilité de près ou de loin cet acte illégal de normalisation avec l'ennemi sioniste. Notre appel s'adresse particulièrement au nouveau Président de la république dont les déclarations pendant la campagne électorale en faveur des droits inaliénables du Peuple palestinien et contre la normalisation avec l'ennemi sioniste ont été accueillies très favorablement par l'écrasante majorité du Peuple tunisien et par l'opinion publique arabe, particulièrement en Palestine occupée.

Notre Constitution, le droit international et la morale exigent de rejeter toute forme de normalisation avec l'État colonial sioniste.

La Campagne Tunisienne pour le Boycott Académique et Culturel

d'Israël ([TACBI](#)).

Document

[Programme et liste des participants de la conférence organisée à Tunis du 14 au 17 octobre 2019](#)

Source: [TACBI](#)

Pourquoi les Américains devraient soutenir BDS

Par [Omar Barghouti](#) – 29 juillet 2019

Inspiré par les mouvements des droits civiques et contre l'apartheid, il appelle à la libération des Palestiniens dans des termes de pleine égalité avec les Israéliens et s'oppose catégoriquement à toutes formes de racisme dont l'antisémitisme.

Mardi dernier, la Chambre des Représentants a voté une résolution, HR 246, qui vise le mouvement de base mondial de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) pour les droits des Palestiniens, que j'ai contribué à fonder en 2005. C'est triste à dire, mais HR 246, qui dénature nos objectifs et déforme mes propres points de vues, n'est que la dernière tentative en date des soutiens d'Israël au Congrès pour diaboliser et étouffer notre lutte pacifique.

HR 246 est une condamnation radicale des Américains qui plaident pour les droits des Palestiniens au moyen de BDS. Cette loi renforce d'autres mesures anti boycott qui ne sont pas constitutionnelles, dont celles votées par quelque 27

actes législatifs d'État qui rappellent « les tactiques de l'ère maccarthiste », selon l'Union Américaine des Libertés Civiles. Elle exacerbe aussi l'atmosphère oppressive que les Palestiniens et leurs soutiens subissent déjà, gelant encore plus le discours critique d'Israël au moment où le président Donald Trump traîne publiquement dans la boue des membres du Congrès qui s'expriment publiquement en soutien à la liberté pour les Palestiniens.

En réponse à HR 246 et à des mesures législatives aussi répressives, Ilhan Omar, membre du Congrès, rejointe par Rachida Tlaib, John Lewis, icône des droits civiques et 12 autres co sponsors, a introduit HR 496, qui défend « le droit de participer à des boycotts dans la recherche des droits humains et civiques dans le pays et à l'étranger, sous la protection du Premier Amendement de la Constitution ».

Inspiré par les mouvements des droits civiques des États Unis et contre l'apartheid en Afrique du Sud, BDS appelle à mettre fin à l'occupation militaire d'Israël de 1967, à la pleine égalité pour les citoyens palestiniens d'Israël et au droit reconnu par l'ONU au retour des réfugiés palestiniens dans la patrie dont ils ont été déracinés.

BDS s'oppose catégoriquement à toutes les formes de racisme, dont l'antisémitisme. Contrairement à la fausse affirmation de HR 246, BDS ne cible pas des individus, mais plutôt des institutions et de grosses entreprises impliquées dans les violations systématiques par Israël des droits humains des Palestiniens.

HR 246 comporte aussi une calomnie particulière à mon égard, qui a été poussée par des groupes de lobbying pro Israël, tel AIPAC, en citant une seule phrase hors contexte d'un discours que j'avais fait en 2013. La même fausse affirmation est répétée dans une résolution semblable du Sénat, S.Res.120.

Dans ce discours, je plaidais pour un seul État démocratique

qui reconnaisse et accepte les Israéliens juifs en tant que citoyens égaux et partenaires de plein droit, pour construire et développer une nouvelle société de partage, libre de toute soumission coloniale et de discrimination raciale, et dans laquelle l'État et l'Église soient séparés. Tout le monde, y compris les réfugiés palestiniens rapatriés, jouirait des mêmes droits, quelle que soit l'identité ethnique, religieuse, de genre, sexuelle ou autre. Tout « État musulman », État chrétien » ou « État juif » fondé sur l'exclusion et le suprématisme, argumentai-je, nierait, par définition, des droits égaux pour des citoyens de diverses identités et supprimerait la possibilité d'une véritable démocratie, les conditions d'une paix juste et durable. Les résolutions de la Chambre et du Sénat, de même qu'un clip de propagande d'AIPAC, ont ôté tout ce contexte, dénaturant mes points de vue.

Pour autant, c'est *mon opinion personnelle*, et non la position du mouvement BDS. Celui-ci, en tant que mouvement large et inclusif de défense des droits humains, ne prend pas position sur la solution politique ultime pour les Palestiniens et les Israéliens. Il comporte à la fois des gens qui soutiennent une solution à deux États et celle d'un seul État démocratique avec les mêmes droits pour tous.

Etant un défenseur des droits humains, je ne suis pas seulement sujet à des calomnies de routine de la part d'Israël et de ses soutiens anti Palestiniens. J'ai aussi été placé, de fait, sous une « interdiction de voyager arbitraire par Israël » selon les mots d'Amnesty International, notamment en 2018 lorsque j'ai été empêché d'aller en Jordanie accompagner ma défunte mère pour une opération d'un cancer. En 2016, le ministre israélien du renseignement m'a menacé « d'élimination civile ciblée », entraînant une condamnation de la part d'Amnesty. Et pour la toute première fois, en avril dernier, j'ai été interdit d'entrer aux États Unis, manquant ainsi le mariage de ma fille et une réunion au Congrès. Israël n'est pas simplement en train d'intensifier son système vieux de

plusieurs décennies d'occupation militaire, d'apartheid et de nettoyage ethnique contre les Palestiniens ; il est incroyablement en train d'externaliser sa stratégie répressive vers l'administration américaine.

Trump est un ferme soutien du gouvernement d'extrême droite israélien qu'il protège de devoir rendre des comptes, alors que celui-ci fracasse la vie et les conditions de vie de millions de Palestiniens qui vivent sous occupation et sont assiégés à Gaza ; qu'ils sont confrontés à la dépossession et aux déplacements forcés en Cisjordanie, dont à Jérusalem Est ; et que l'égalité des droits leur est refusée dans ce qui est actuellement Israël. Il y a juste deux semaines, Trump a élevé son niveau de provocation contre ceux qui soutiennent les droits des Palestiniens, en attaquant quatre nouvelles membres progressistes du Congrès, toutes de couleur, leur disant de « s'excuser » auprès d'Israël et de « retourner » dans leurs pays d'origine, alors même que trois d'entre elles sont nées aux États Unis.

En dépit de tout cela, la guerre désespérée d'Israël contre BDS, menée avec des arguments fabriqués de toutes pièces, de la diabolisation et de l'intimidation, est en échec, comme le montre cette résolution récemment adoptée par la Chambre. Notre espoir est intact, tandis que nous sommes témoins d'un changement stimulant dans l'opinion publique en faveur des droits humains des Palestiniens, y compris aux États Unis. La hideuse réalité du régime d'apartheid israélien et de ses alliances avec des forces xénophobes et ouvertement antisémites devient irréconciliable avec les valeurs progressistes et démocratiques, où que ce soit.

Conduits par des communautés de couleur, des groupes juifs progressistes, de principales églises, des syndicats, des associations universitaires, des groupes LGBTQI, des mouvements pour la justice envers les indigènes et par des étudiants, beaucoup d'Américains abandonnent la position intenable du point de vue éthique de « progressistes sauf pour

la Palestine ». Au contraire, ils adoptent le principe moralement cohérent d'être progressistes *y compris* sur la Palestine.

Être progressiste aujourd'hui implique d'être moralement cohérent, d'être du côté juste de l'histoire en nous soutenant dans la quête de notre liberté, de la justice et de l'égalité, longtemps niées.

[Omar Barghouti](#)

Omar Barghouti est un défenseur palestinien des droits humains et il est cofondateur du mouvement de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) pour les droits des Palestiniens. Il a été co-lauréat du prix 2017 Gandhi pour la Paix.

Source: [The Nation](#)

Traduction: SF pour BDS FRANCE

**Pas d'impunité pour le
nettoyage ethnique à
Jérusalem – Boycottez Israël,
maintenant !**

25 juillet 2018

Israël a commis son plus grand crime de nettoyage ethnique

depuis 1967, en détruisant les maisons de centaines de familles palestiniennes à Wadi Hummus, Jérusalem-Est occupée. Notre réponse la plus efficace, c'est le BDS.

Lundi, Israël a commis son plus grand crime de nettoyage ethnique depuis 1967, contre le quartier palestinien de Wadi Hummus dans Jérusalem-Est occupée. Lors d'un raid de l'armée lancé à l'aube, les soldats israéliens ont détruit, en seulement quelques heures, les maisons de centaines de familles palestiniennes. Cette attaque intervient presque immédiatement après qu'un tribunal militaire israélien eut autorisé les démolitions. Cent seize autres maisons sont sous la menace imminente de démolitions à Wadi Hummus.

L'importance du crime ne réside pas seulement dans sa seule ampleur.

Si les démolitions agressives des maisons par Israël ne sont pas arrêtées maintenant, d'autres communautés palestiniennes vont suivre. Rien qu'à Jérusalem, au moins un tiers de toutes les maisons palestiniennes risquent la démolition. Cela signifierait le déplacement forcé de quelque 100 000 Palestiniens. Dans la périphérie de Jérusalem, 46 communautés bédouines palestiniennes se battent depuis des années contre la menace de leur expulsion.

En mobilisant le pouvoir populaire, il est possible d'entraver la capacité d'Israël à nettoyer ethniquement la population palestinienne autochtone de Jérusalem et à confiner de force les Palestiniens dans des bantoustans façonnés par son mur et ses colonies illégaux.

Il y a des années qu'Israël a mis Wadi Hummus dans une situation grotesque. La plus grande partie des terres où des maisons palestiniennes ont été construites sont en Zones A et B, selon le zonage des Accords d'Oslo, et donc sous le contrôle administratif de l'Autorité palestinienne (AP). Pourtant, le mur a de facto annexé la zone à Jérusalem,

l'isolant du reste du territoire palestinien occupé.

En effectuant des démolitions de maisons pour la première fois dans des zones sous l'administration de l'AP, au prétexte que des maisons étaient trop proches du mur d'apartheid lui-même illégal, Israël a envoyé un message clair : ici, il n'y a aucun espace sûr pour les Palestiniens, les seules frontières qui comptent sont celles fixées par l'armée d'Israël – entérinées par ses tribunaux et par la complicité de la communauté internationale et d'entreprises.

Ce nouveau crime israélien a lieu exactement 15 ans après l'approbation par l'Assemblée générale des Nations-Unies, et à une écrasante majorité, du verdict de la Cour internationale de Justice déclarant le mur illégal. Cette décision des Nations-Unies rappelait à tous les États leur obligation de « *s'assurer qu'Israël respecte le droit international humanitaire* ».

Les démolitions de maisons font partie intégrante du régime israélien d'occupation, de colonisation et d'apartheid sur le peuple palestinien. Ce régime se manifeste sous de nombreuses formes, notamment le siège et les assauts armés récurrents contre les deux millions de Palestiniens de Gaza, l'incarcération de milliers de prisonniers politiques palestiniens et de détenus administratifs, le déni des droits des réfugiés palestiniens, la construction grandissante de colonies de peuplement illégales, et la longue liste des lois racistes, comprenant la loi sur l'État nation juif qui confère un statut constitutionnel au régime d'apartheid d'Israël.

Notre réponse la plus efficace à ce régime, ainsi qu'aux institutions et entreprises qui rendent possibles ces crimes, c'est le Boycott, le Désinvestissement et les Sanctions (le BDS). Boycotts et sanctions ont joué un rôle décisif dans la fin de l'apartheid en Afrique du Sud, et ils jouent un rôle de plus en plus percutant dans la fin du régime d'occupation et d'apartheid d'Israël.

Nous devons intensifier nos efforts au niveau populaire pour responsabiliser et faire respecter les droits des Palestiniens.

Intensifions et renforçons nos campagnes en cours :

- en sensibilisant et en montant des campagnes afin de couper tous liens militaires et de sécurité avec Israël, notamment par l'arrêt des recherches conjointes avec Israël dans les domaines militaires et de la sécurité.
- en s'associant aux appels à HSBC pour qu'ils se désinvestissent de Caterpillar, dont les machines ont été utilisées pour détruire les maisons à Wadi Hummus.
- en rejoignant la campagne de pressions sur les entreprises HP pour qu'elles mettent fin à leur complicité dans les violations israéliennes des droits de l'homme, notamment leur fourniture de serveurs au Registre national de la population d'Israël. Ce registre administre les politiques de citoyenneté qui privent les citoyens palestiniens d'Israël et les habitants palestiniens de Jérusalem de leurs droits humains et civils fondamentaux.
- en renforçant et en montant des campagnes exhortant les églises, les syndicats et les fonds de pensions à se désinvestir et/ou à exclure toute acquisition de toute entreprise criminelle impliquée dans les violations israéliennes des droits humains, notamment dans les démolitions de maisons et le nettoyage ethnique. Cela comprend Caterpillar, Hyundai Heavy Industries, Volvo et JCB.
- en demandant au Haut-Commissaire des Nations-Unies aux droits de l'homme de résister aux pressions d'Israël et de ses groupes de pression, et de diffuser les bases de données des 206 grandes sociétés impliquées dans l'entreprise coloniale israélienne illégale.

Source: [BDS MOVEMENT](#)

Lettre ouverte au Racing Club de Strasbourg

Chers joueurs du Racing Club,

Ce jeudi 25 juillet vous allez rencontrer le Maccabi de Haïfa dans le cadre de la coupe d'Europe.

Or Israël utilise les événements sportifs internationaux pour soutenir son image défailante, alors que son mépris flagrant des droits des Palestiniens et du droit international suscite l'indignation croissante des peuples du monde, jusqu'en Israël même.

A Gaza, le 30 mars 2018, alors que des dizaines de milliers de Palestiniens manifestaient pacifiquement contre le déni par Israël du droit au retour dans leurs foyers, consacré par les Nations-Unies, et contre le siège inhumain de Gaza, les tireurs d'élite israéliens ont visé le footballeur M.Khalil Obeit, blessant ses deux genoux. De nombreux joueurs de l'équipe de foot de Gaza ont ainsi perdu une jambe suite aux tirs des snipers israéliens (voir photo ci-dessous).

En Cisjordanie, les Palestiniens sont confrontés, pour le foot comme pour d'autres activités, à de nombreuses formes de harcèlement : rétention par Israël de matériel sportif pour « raisons de sécurité », entraves générales à la circulation (entre autres lors des matches à l'étranger), sans oublier la destruction de stades et d'équipements sportifs.

Colonisation galopante, vols de terres, racisme, apartheid, arrestations, mauvais traitements, destructions de maisons palestiniennes, emprisonnement d'enfants pour prétendus « jets de pierres » dans des prisons où la torture a été amplement documentée par l'ACAT, Amnesty International et d'autres ONG. Et ce ne sont là que quelques exemples de l'oppression violente de 70 années contre les Palestiniens.

Le sport, souvent symbole de paix et de fraternité entre les peuples, ne doit-il pas respecter le droit international et les droits humains de façon universelle ? D'ailleurs, pourquoi Israël participe-t-il à une compétition européenne, alors que ni le Liban, ni la Jordanie n'y sont admis ?

Dans ces conditions de déni du droit international et du droit humanitaire, Israël doit être exclu de toute compétition européenne !

Chers joueurs du Racing de Strasbourg, nous défendons le droit et la justice pour les Palestiniens et soutenons leur appel de 2005 relayé dans le monde entier par des comités de solidarité, sous l'appellation de Campagne BDS (pour Boycott, Désinvestissement et Sanctions), dont la Campagne BDS France. Rejoignez notre combat !

Amicalement,

Collectif Judéo Arabe et Citoyen pour la Palestine

Lettre à l'attention de Richard Manetti

Paris, le 15 juillet 2019

Cher Richard Manetti,

Il semblerait que vous ayez prévu de participer au festival de jazz d'Eilat, en Israël, le mois prochain.

Eilat est une station balnéaire, éloignée de la politique et des événements tragiques qui parcourent cette région. Mais suffit-il de s'éloigner du champ de bataille pour ne plus entendre ce qui se passe à quelques dizaines de kilomètres de là ?

Il n'est pas anormal, a priori, que vous ayez accepté une invitation par ce festival au passé prestigieux. Mais vous n'êtes peut-être pas au courant qu'en l'acceptant, vous ne respectez pas l'appel lancé par la société civile palestinienne en 2005 de boycotter les événements faisant la promotion de l'État israélien, tant que celui-ci ne respectera pas le droit international et les droits humains.

A l'image du boycott contre l'apartheid en Afrique du Sud, cette campagne vise à souligner que, contrairement à vous et nous, la majeure partie de la population palestinienne ne peut pas voyager et ne pourra pas venir vous écouter, reléguée derrière un mur illégal en Cisjordanie, assiégée sous blocus à Gaza, discriminée en Israël, ou réfugiée dans le reste du monde.

Vous préféreriez peut-être ne pas mélanger la musique et la politique, mais cela n'est malheureusement pas possible dans cette partie du monde.

Le festival de jazz d'Eilat est organisé avec les ministères de la culture et du tourisme israélien, pour tenter de redorer l'image du gouvernement israélien, alors que dans le même temps il annonce la construction de nouvelles colonies et la destruction de plus de 150 maisons palestiniennes.

Si vous acceptez l'invitation de ce festival, vous vous placez, peut-être malgré vous, du côté de ce gouvernement.

L'appel palestinien de 2005 est relayé dans le monde entier par des comités de solidarité, sous l'appellation de Campagne BDS (pour Boycott, Désinvestissement et Sanctions), dont la Campagne BDS France, qui vous demande ici de reconsidérer votre décision.

Vous êtes un artiste et vous pensez peut-être que ce n'est pas votre rôle de refuser de jouer. C'est effectivement un sacrifice que nous vous demandons, un sacrifice que d'autres artistes ont accepté de faire avant vous, un geste symbolique fort qui contribuera à faire évoluer la situation tragique en Palestine.

Au niveau international, ce sont des artistes comme Annie Lennox, Cassandra Wilson, Lauryn Hill, Natacha Atlas, Aziza Brahim, Cat Power, Vanessa Paradis, Lhasa, Gilles Vigneault, Roger Waters, Elvis Costello, Gil Scott-Heron, Jason Moran, Richard Bona, Eddie Palmieri, Salif Keita, Jello Biafra, Massive Attack ou encore Susan Sarandon, Peter Brook, Ken Loach ou Mike Leigh qui ont renoncé à se rendre en Israël, sensibles au désarroi du peuple palestinien.

En espérant que vous suivrez leur exemple et que vous voudrez bien annuler votre participation à ce festival, et dans l'attente d'une réponse, nous nous tenons à votre disposition pour tout renseignement supplémentaire quant à notre campagne.

Sincèrement,

La Campagne BDS France

L'assureur AXA aide à tuer les Palestiniens et à voler leur terre

Par Adri Nieuwhof, 16 juillet 2019

Le géant multinational de l'assurance AXA a renforcé ses investissements dans des sociétés israéliennes qui fabriquent des armes pour tuer les Palestiniens et qui financent le vol de leur terre en vue de la colonisation.

Les investissements d'AXA dans le fabricant d'armes Elbit Systems et dans cinq des principales banques israéliennes sont passés de 66 millions \$ en 2018 à plus de 91 millions \$ cette année, c'est ce que dit l'association internationale de surveillance SumOfUs.

Le rapport dit que les investissements d'AXA « peuvent exposer la société à des poursuites criminelles pour complicité dans de graves violations des droits de l'Homme, y compris pour crimes de guerre selon le droit et français et international.

\$91 million. Here is the amount invested by [@AXA](#) and its affiliate [@AXAEquitable](#) in the arms trade and the illegal Israeli occupation. To read our investigation findings, our report [here](#): <https://t.co/lk9w3wVyMYpic.twitter.com/vKUFo1JwMo>

– SumOfUs (@SumOfUs) [July 8, 2019](#)

SumOfUs exhorte AXA basée en France à se désinvestir de ces entreprises afin de se conformer aux normes du droit international et au droit français.

Ce rapport est disponible en anglais « AXA : Financing War Crimes » et en français « Quand AXA Finance des Crimes de Guerre ».

Tester des armes sur les civils palestiniens

Elbit Systems est le plus grand fabricant d'armes d'Israël. Il produit des armes à sous-munitions et des bombes au phosphore blanc internationalement interdites et la plupart des drones utilisés par l'armée israélienne pour attaquer les civils palestiniens.

Israël a utilisé des bombes à sous-munitions avec des effets dévastateurs sur les civils lors de son invasion du Liban en 2006.

Elbit fabrique aussi des équipements pour le mur d'annexion et de séparation en Cisjordanie occupée, qui a été déclaré illégal par la Cour Internationale de Justice, et pour renforcer le blocus israélien de la Bande de Gaza.

Financement de crimes de guerre

AXA et ses filiales détiennent aussi pour des millions de dollars d'actions et obligations dans la banque Hapoalim, la banque Leumi, la banque Mizrahi Tefahot, la banque d'Escompte d'Israël et la Première banque internationale d'Israël.

Ces banques fournissent la colonne vertébrale de la construction, du maintien et de l'expansion des colonies israéliennes en Cisjordanie occupée, dont Jérusalem Est.

La construction par Israël de colonies sur la terre palestinienne occupée constitue un crime de guerre.

Human Rights Watch et l'association de surveillance de la colonisation Who Profits ont fourni une documentation considérable sur le rôle des banques dans l'entreprise coloniale d'Israël.

« Tant qu'AXA maintiendra ses investissements dans ces banques israéliennes et dans Elbit Systems, les manifestations de notre coalition mondiale croissante s'intensifieront. »

Il y a deux ans, 70 organisations, partis politiques et syndicats ont exhorté AXA à se désinvestir des banques israéliennes et d'Elbit Systems.

Plus de 140.000 personnes ont signé une pétition pour soutenir cet appel, mais la société a balayé d'un revers de main ses inquiétudes à propos de son rôle dans les crimes de guerre israéliens.

Dans un tweet, le BNC, comité de pilotage de la campagne palestinienne BDS – boycott, désinvestissement et sanctions -, a appelé à accroître la pression sur AXA.

.@AXA invests over \$91 million in five Israeli banks which directly finance Israel's illegal settlements, and in the Israeli arms company Elbit Systems.

AXA [#KnowYouCan](#) divest! (VIDEO by [@BdsEgypt](#))

*Tell AXA to divest. Send a letter now to AXA's CEOs:
<https://t.co/EF07NtUGWh> pic.twitter.com/13Ty7FcA4z*

– BDS movement (@BDSmovement) [July 8, 2019](#)

Traduction : J. Ch. pour BDS France.

Source : [The Electronic Intifada](#)

Axa finance des crimes de guerres israéliens

Sumofus a publié un [rapport « Quand Axa finance des crimes de guerres »](#) qui démontre l'implication du géant de l'assurance Axa dans l'occupation israélienne.

Axa doit se désinvestir de ses filiales complices des crimes israéliens et respecter le droit international.

Source: [Plateforme des ONG Françaises pour la Palestine](#)

BDS@14 : L'espoir face à l'apartheid israélien

9 juillet 2019

La croissance de notre résistance populaire et du mouvement mondial BDS conduit par les Palestiniens nous donne de l'espoir à un moment où le régime israélien d'extrême droite intensifie son régime d'apartheid et ses crimes contre notre peuple, dans un partenariat sans limites avec l'administration Trump anti-palestinienne et avec la complicité de l'Union Européenne et de régimes arabes despotiques.

Aujourd'hui, les Palestiniens commémorent, avec un mélange d'inquiétude et d'espoir, le 14ème anniversaire de l'appel BDS lancé en 2005 par la société palestinienne dans sa quête de la liberté, de la justice et de l'égalité.

La croissance de notre résistance populaire et du mouvement mondial BDS conduit par les Palestiniens nous donne de l'espoir à un moment où le régime israélien d'extrême droite intensifie son régime d'apartheid et ses crimes contre notre peuple, dans un partenariat sans limites avec l'administration Trump anti-palestinienne et avec la complicité de l'Union Européenne et de régimes arabes despotiques.

La Nakba continue d'Israël contre le peuple palestinien se manifeste très brutalement dans son siège illégal et ses massacres à répétition qui ont réduit Gaza à un ghetto inhabitable, causant des souffrances inqualifiables à ses deux millions de Palestiniens.

C'est également mis en évidence par son déni constant du droit au retour, internationalement reconnu, pour les millions de réfugiés palestiniens, son nettoyage ethnique progressif des autochtones palestiniens, particulièrement à Jérusalem, et son adoption de la dite Loi de l'État-Nation du peuple Juif, qui fait entrer son régime d'apartheid vieux de plusieurs décennies dans la constitution.

Aujourd'hui, c'est aussi le 15ème anniversaire de la décision de la Cour Internationale de Justice de condamner le mur construit par Israël dans le territoire palestinien occupé comme illégal et de rappeler à tous les Etats leur obligation

de refuser reconnaissance, aide ou assistance à Israël dans ses violations du droit international et, au contraire, d'agir pour y mettre fin. Quinze ans plus tard, Israël continue à construire ses colonies illégales et le mur d'apartheid, dont Trump se sert comme d'un modèle pour justifier son projet de mur anti-immigration le long de la frontière mexicaine.

Mais nous réagissons avec l'aide des syndicats et des mouvements sociaux représentant des millions de personnes dans le monde qui rejoignent le mouvement BDS. Ils reconnaissent que le régime fanatique israélien d'oppression contre les Palestiniens est devenu un modèle pour les tendances politiques racistes, xénophobes et fascistes en Europe, aux Etats Unis, au Brésil, en Inde, aux Philippines et ailleurs.

#Apartheid a été le deuxième hashtag le plus populaire qui s'est développé pendant l'Eurovision dans le Tel Aviv d'apartheid, expliquant partiellement l'échec du concours à attirer plus de 5.000 personnes, par rapport aux 40.000 à 50.000 qui y étaient attendus. Plus de 100 activités commerciales, culturelles et sportives d'Italie se sont déclarées en juin libres d'apartheid israélien, rejoignant des dizaines de conseils municipaux et d'espaces culturels d'Espagne et à travers l'Europe.

L'équipe nationale de football d'Argentine a annulé l'année dernière un match amical avec Israël après avoir reçu des appels de Palestiniens et d'associations internationales de solidarité. Au cours de la même année, Natalie Portman, Shakira, Lana del Rey, entre autres éminents artistes, ont annulé leurs engagements en Israël pour protester contre ses crimes envers les Palestiniens. Des dizaines de DJ et autres musiciens ont rejoint le boycott culturel d'Israël.

La semaine dernière, plus de 100 artistes et personnalités culturelles, dont certains d'Hollywood, ont condamné le McCarthisme d'un festival germanique qui a annulé la prestation du rappeur Talib Kweli parce qu'il refusait de renoncer à son soutien à BDS.

Quinze jours plus tôt, l'Institut Britannique d'Etudes Moyen-orientales (BRISMES) a adopté le boycott académique des universités israéliennes à cause de leur complicité dans la planification, la mise en œuvre et la justification par Israël des graves violations des droits de l'Homme. BRISMES rejoint nombre d'associations universitaires américaines qui ont adopté le boycott ces dernières années. La Semaine de l'Apartheid Israélien de 2019 a été un grand succès, malgré la montée de la répression antidémocratique aux Etats Unis et en Europe.

FNV, le plus important syndicat hollandais avec 1.1 million de membres, a abandonné son partenariat avec Hewlett-Packard à cause de la complicité des sociétés de la marque HP avec l'apartheid israélien et ses violations du droit international. L'action mondiale en ligne #StopCemex a touché plus d'un million de personnes, transformant efficacement l'effort de propagande annuelle du géant du ciment en une formidable campagne contre la complicité de CEMEX avec les colonies illégales et le mur israéliens.

La pression se poursuit sur les gouvernements. Le Congrès National du Chili a voté à une large majorité l'année dernière l'interdiction des produits issus des colonies israéliennes illégales construites sur la terre volée aux Palestiniens,

tandis que la campagne pour interdire les produits des colonies sur les marchés européens se poursuit.

Même les plus grandes institutions financières plient sous la pression populaire. Une filiale entièrement détenue par le géant de l'assurance AXA s'est désinvestie du fabricant de drones Elbit Systems, qui vend des armes utilisées par l'armée israélienne dans ses attaques sur les Palestiniens, après une campagne de pression qui se poursuit jusqu'à ce qu'AXA se désinvestisse totalement d'Elbit et des banques israéliennes qui financent l'entreprise de colonisation israélienne.

Ceci arrive après que HSBC ait confirmé en fin d'année dernière qu'elle s'était entièrement désinvestie d'Elbit Systems. Maintenant, les militants s'activent pour s'assurer que HSBC se désinvestit aussi de Caterpillar dont les équipements sont régulièrement utilisés par l'armée et les forces de sécurité israéliennes pour démolir les maisons, les écoles, les vergers, les champs d'oliviers et autres terres agricoles.

Pour répondre à la poursuite continue de la Nakba par Israël, la façon la plus efficace de célébrer l'anniversaire de BDS, c'est d'accroître la campagne BDS :

* En sollicitant tous les niveaux de gouvernement pour qu'ils coupent les liens militaires et sécuritaires avec Israël et en faisant pression sur les universités et centres de recherche pour qu'ils mettent fin à leur recherche militaro-sécuritaire avec Israël.

* En soutenant le droit de défendre les droits des Palestiniens grâce aux actions non violentes de BDS, parce qu'elles font partie de la liberté d'expression qui devrait être protégée dans toute démocratie.

* En rejoignant les campagnes croissantes de boycott et/ou de désinvestissement contre les entreprises complices telles que, entre autres, AXA, HP, CEMEX, HSBC et Puma.

* En votant les résolutions de BDS dans davantage d'églises, d'associations universitaires et d'espaces culturels.

* En promouvant et respectant les lignes directrices établies par les Palestiniens pour un tourisme éthique et en faisant pression sur Airbnb, Booking.com, Expedia et Tripadvisor pour qu'ils mettent fin à leur complicité dans la normalisation des colonies illégales d'Israël et autres violations des droits fondamentaux des êtres humains.

Source : [BDS Movement](#)

Traduction : J. Ch. pour BDS France

Nouveau rapport : L'assureur français AXA complice de

crimes de guerre israéliens

8 juillet 2019

Une coalition mondiale exige qu'AXA se désinvestisse de sociétés qui violent les droits des Palestiniens.

Dans un rapport publié aujourd'hui, Sumofus, plateforme internationale de surveillance des entreprises, basée aux Etats Unis a fourni des documents prouvant qu'AXA, le géant français de l'assurance, investit plus de 91 millions \$ dans les cinq plus grandes banques d'Israël et dans le plus gros fabricant d'armes privé d'Israël, Elbit Systems, toutes sociétés directement impliquées dans les crimes de guerre d'Israël contre le peuple palestinien.

Une coalition mondiale croissante a réagi aujourd'hui aux conclusions de ce rapport en s'engageant dans davantage de manifestations et en lançant une campagne en ligne prévue pour l'envoi de milliers de courriels au PDG d'AXA, demandant à AXA de respecter le droit international et de se désinvestir des sociétés israéliennes complices.

Le nouveau rapport d'enquête d'AXA, « Axa : Financement de Crimes de Guerre », donne la liste des investissements d'AXA dans les banques israéliennes, qui sont la colonne vertébrale de l'entreprise de colonisation illégale d'Israël, et dans Elbit Systems, qui profite de l'armement des militaires israéliens. Une succursale d'AXA, AXA IM, s'est récemment désinvestie d'Elbit Systems, mais une autre filiale d'AXA, AXA Equitable Holdings, a conservé ses investissements dans Elbit. En décembre 2018, HSBC s'est désinvestie d'Elbit Systems, à la suite de manifestations d'organisations progressistes britanniques.

Le rapport de SumOfUs déclare :

« Tant que ces sociétés soutiennent l'expansion, la construction et le maintien des colonies israéliennes illégales et des infrastructures associées, en plus de l'utilisation illégale des forces armées contre les Palestiniens, les investissements d'AXA la rendront complice de graves violations du droit international, potentiellement coupable de violation du droit français, et en contradiction absolue avec sa politique d'investissement responsable. »

Imen Habib, coordinatrice de BDS France et membre dirigeant de la Coalition Stop AXA Assistance to Israeli Apartheid, a dit :

Israël ne peut maintenir son régime d'occupation et d'apartheid sur le peuple palestinien que grâce au soutien de gouvernements et de sociétés telles AXA. Aussi longtemps qu'AXA maintiendra ses investissements dans ces banques israéliennes et dans Elbit Systems, les manifestations de notre coalition mondiale croissante s'intensifieront. Avec Israël et les Etats Unis, avec la complicité de l'Union Européenne, qui complotent pour saper les droits des Palestiniens à la justice, à la liberté et à l'autodétermination, il est d'autant plus vital que les coalitions de la société civile fidèle à ses principes demandent aux sociétés complices telle AXA de prendre leurs responsabilités.

Au cours de l'année dernière, la Coalition Stop AXA Assistance to Israeli Apartheid, qui s'est enrichie d'associations de neuf pays d'Europe et du monde arabe, a organisé des journées coordonnées de manifestations devant les agences AXA, une manifestation à l'extérieur du congrès annuel d'AXA à Paris et

d'autres actions.

Alys Samson Estapé, coordinatrice pour l'Europe du Comité National BDS palestinien, a dit :

Un assureur devrait protéger les vies. Au lieu de cela, AXA profite de la destruction de la vie et des moyens d'existence des Palestiniens. La société civile palestinienne a demandé aux entreprises de couper leurs liens de complicité avec les sociétés directement impliquées dans les violations israéliennes des droits fondamentaux des Palestiniens. Pour assumer ses obligations de respect du droit international, AXA doit se désinvestir, en suivant l'exemple d'investisseurs comme l'Église Presbytérienne des USA et l'Église Méthodiste Unie (UMC), le fonds de pension hollandais PGGM et les gouvernements de la Norvège, du Luxembourg et de la Nouvelle Zélande.

Les cinq banques israéliennes dans lesquelles AXA est investie – la banque Hapoalim, la banque Leumi, Mizrahi Tefahot, la Banque Israélienne d'Escompte et la Première Banque Internationale d'Israël – fournissent toutes un soutien « direct et substantiel » au maintien et au développement des colonies illégales israéliennes dans le Territoire Palestinien Occupé, comme le disent les rapports de Human Rights Watch et de l'organisme de recherche israélien Who Profits.

Elbit Systems a fabriqué des armes à sous-munitions, interdites par le droit international, et des obus au phosphore blanc, tous deux utilisés contre les populations civiles palestiniennes. Il fabrique aussi des drones utilisés pour attaquer les Palestiniens dans la Bande de Gaza assiégée, et fournit la technologie nécessaire au mur d'apartheid

israélien, violant le droit international.

SumOfUs a rapporté que les investissements d'AXA dans les cinq banques israéliennes et dans Elbit Systems sont passés de 66 millions \$ en 2018 à 91 millions \$ en 2019, malgré le désinvestissement d'AXA IM d'Elbit Systems.

Source: [BDS Movement](#)

Traduction : J. Ch. pour BDS France

Regardons PalestineVision ce samedi 18 mai à 21h

PALESTINEVISION, Chansons contre l'apartheid

Ce samedi 18 mai 2019 à partir de 21:00

Le LIVE apparaîtra ci-dessous. Pensez à rafraîchir la page à 21h...

Ce soir switchez la télé qui diffuse Eurovision en Israël apartheid et regardez à partir de 21h jusqu'à minuit passé en

direct : PALESTINEVISION Chansons contre l'apartheid
Live streaming avec des dizaines de chansons pour la Palestine
depuis 70 ans.

Organisé par :

#ArtistsForPalestine
#GazaStories
#BDSfrance
#AFPS
#LeTempsDeLaPalestine
#AgenceMediaPalestine
#ArgenteuilPalestineSolidarité

Mettons fin à la Nakba grâce à l'espoir, la résistance et une véritable solidarité

15 Mai 2019

de [Palestinian BDS National Committee \(BNC\)](#)

Les Palestiniens, en Palestine et en exil, commémorent aujourd'hui le 71ème anniversaire de la Nakba de 1948, catastrophe en arabe. L'espoir nous permet de continuer à résister et à revendiquer nos droits à la liberté, la justice, l'égalité et la dignité.

Les Palestiniens, en Palestine et en exil, commémorent aujourd'hui le 71ème anniversaire de la Nakba de 1948, catastrophe en arabe. L'espoir nous permet de continuer à résister et à revendiquer nos droits à la liberté, la justice,

l'égalité et la dignité.

Nous envoyons un message de détresse et un appel à une véritable solidarité, et non à la charité, au moment le plus difficile de notre lutte pour la libération. Israël intensifie impitoyablement ce que le regretté Edward Saïd décrivait comme la "disparition" du peuple palestinien, aussi bien d'un point de vue politique, que géographique et même physique. Cette disparition est facilitée par le soutien inconditionnel à Israël et contre les Palestiniens de l'administration Trump et par la profonde complicité de l'Union Européenne et des autres puissances mondiales.

La Nakba a été un nettoyage ethnique délibéré et systématique, commis par les milices sionistes puis plus tard par l'État d'Israël, contre le peuple indigène palestinien en 1948 afin de faire de la place à la colonisation suprémaciste. Mais ce n'est pas qu'un crime du passé, ce crime n'a cessé depuis lors.

Le régime israélien d'occupation militaire, de colonisation et d'apartheid est plus vicieux que jamais et s'accapare un maximum de nos terres ancestrales avec le moins de Palestiniens possible.

Le Comité National palestinien du BDS (BNC) envoie cet appel de détresse. Le siège brutal israélien a rendu Gaza invivable, où deux millions de Palestiniens sont délibérément victimes de manque de nourriture, de médicaments, d'électricité, d'eau potable, de matériaux de construction, d'emplois, anéantissant ainsi toute chance de survie économique.

Il est devenu une obligation morale de premier ordre d'agir pour mettre fin à l'immunité d'Israël et à ses incessants crimes contre l'humanité.

Nous avons besoin de votre aide pour intégrer la lutte pour les droits des Palestiniens aux luttes mondiales pour la justice et les droits sociaux, économiques, climatiques, de

genre, d'origine et de race.

Il est plus urgent que jamais que les personnes de conscience et que les mouvements progressistes à travers le monde rompent les liens de complicité qui unissent leurs entreprises, leurs institutions et leurs états au régime d'oppression israélien.

Inspiré du mouvement de solidarité avec la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud, nous appelons à intensifier les campagnes pour :

- **Mettre fin au soutien militaire des États-Unis et de l'Europe à Israël, à leur commerce et aux recherches jointes sur le matériel de sécurité, à leurs fabricants d'armes (comme Elbit), et aux universités complices.**
- **Se retirer de toutes les entreprises et banques, israéliennes et internationales, impliquées dans les violations israéliennes des droits fondamentaux des Palestiniens, y compris l'industrie du tourisme. Par exemples les banques Leumi et Hapoalim, HP, G4S, Caterpillar, Airbnb, Hyundai Heavy Industries, Cemex, le ciment Heidelberg entres autres.**
- **Boycotter les institutions universitaires, culturelles et sportives israéliennes qui sont complices des crimes d'occupation et d'apartheid.**

En solidarité,

Secrétariat du Comité National palestinien du BDS

Le Comité national palestinien (BNC) du BDS est la plus large coalition dans la société civile palestinienne qui dirige et soutien le mouvement mondial de Boycott, Désinvestissement et Sanctions.

Traduction : Lauriane G. pour BDS France

Source: [BDS Movement](#)

AXA n'assurez pas l'Apartheid israélien

Après notre présence sur la place principale de Montpellier le samedi 13 avril (voir le CR sur notre site BDS34), la Campagne BDS France Montpellier est de nouveau intervenue dans le cadre de la semaine internationale « **AXA n'assurez pas l'Apartheid israélien** ».

Le vendredi 19 avril nous nous sommes rendus dans trois agences du centre-ville. Dans la première nous avons rencontré la direction pour

un long échange. L'argument classique « Nous ne sommes pas AXA, mais seulement partenaire » ne dégage pas de toute collaboration avec cette

société qui impose largement ses conditions : ex. toutes les façades sont identiques au logo AXA.



Dans les deux autres agences -fermées- nous avons placardé de grandes banderoles et des affichettes,

qui devraient rester ce long w.e., avec distribution de tracts et prises de parole (voir les vidéos).



Le samedi 20 nous nous sommes de nouveau rassemblés sur la place interdite de la Comédie pour un stand

de 14h à 15h30 en soutien à la lutte des prisonniers palestiniens soumis à des conditions de détention qui violent constamment les droits humains et les conventions internationales (voir tract)



Et continuer la dénonciation d'AXA qui par ses investissements, en particulier avec l'entreprise d'armement

Elbits-System, vient renforcer la colonisation et la violence de la répression israélienne sur les populations

civiles palestiniennes Les manifestants « gilets jaunes » défilant de chaque côté de notre stand, se sont pour

beaucoup dirigés spontanément vers nos distributeurs de tracts, nous ont encouragés et soutenus.

Solidarité internationale....et convergence des luttes.... À 16 h nous avons plié bagage, vu le nombre

impressionnant de CRS qui entouraient la place et éviter les gaz lacrymo comme la fois précédentes.

VIDÉO DE L'ACTION :

Comité BDS France 34

Journée d'action Axa à Metz

Une demi-douzaine de militants BDS renforcés par deux militants AFPS de Thionville se sont retrouvés samedi matin au marché de Metz pour mener une action citoyenne, d'ampleur internationale contre Axa qui en traitant avec des banques israéliennes installées dans les colonies, se rend complice de crime de guerre.

La distribution de tracts (300) a été comme d'habitude l'occasion d'échanges très intéressants parfois très longs sur la situation d'apartheid et d'injustices scandaleuses que vivent les Palestiniens... Malgré le silence tabou des médias sur cette question, il est très encourageant de voir qu'un nombre relativement important de personnes suivent de près l'actualité de cette région du proche -orient , s'en indignent et apprécient vivement notre mouvement de boycott, désinvestissement et sanctions.

Comité BDS 57